

RAPPORT ANNUEL SUR LA RÉPONSE À LA VIOLENCE SEXUELLE ET LA PRÉVENTION

BUREAU DE L'ÉQUITÉ, DE LA DIVERSITÉ ET DES DROITS DE LA PERSONNE

**Pour la période allant du
1^{er} mai 2023 au 30 avril 2024**

Equity	Équité
Diversity	Diversité
Human Rights	Droits de la personne



LaurentianUniversity
Université**Laurentienne**

Ce rapport, présenté au Conseil des gouverneurs par le Bureau de l'équité, de la diversité et des droits de la personne (BEDDP), donne des renseignements relatifs aux questions traitées en vertu de la Politique de réponse à la violence sexuelle et de prévention (la Politique) ainsi qu'aux initiatives de conscientisation et de prévention en matière de violence sexuelle assumées pendant l'exercice financier 2023-2024.

Contacts relatifs aux cas

Pour les contacts relatifs aux cas, on tient compte des personnes qui présentent une plainte, font une consultation ou demandent des renseignements du BEDDP. Elles sont ainsi désignées même si elles n'ont pas présenté une plainte, car le terme réfère simplement aux personnes ou unités qui entrent en communication avec le BEDDP aux fins de demande, de consultation ou de plainte.

Répartition des contacts relatifs aux cas

Chaque cas présenté au BEDDP peut être classé dans l'une de ces trois (3) catégories :

(1) Plainte : une plainte écrite transmise au BEDDP par une personne qui croit avoir fait l'objet de comportement qui contrevient à la Politique. Il faut souligner que, dès que le BEDDP reçoit un Formulaire de demande de résolution de cas, le cas est catégorisé comme une plainte qui pourrait être traitée dans le cadre de procédés formels ou informels de résolution;

(2) Consultation : offre de conseils et (ou) de lignes directrices par le BEDDP concernant des préoccupations, questions ou plaintes éventuelles. Les consultations pourraient être liées, mais non de façon limitative, aux demandes d'aide ou d'éclaircissements des membres de la communauté de l'Université Laurentienne, y compris les dirigeants administratifs ou de l'enseignement (p. ex., ceux qui ont l'autorité ou la responsabilité de régler les préoccupations), aux demandes d'aide et (ou) d'information des tiers (p. ex., amis, collègues demandant de l'aide pour appuyer quelqu'un d'autre), ou à la diffusion de renseignements avec un encadrement approprié. Normalement, une interaction plus longue ou des réunions multiples sont exigées afin de prendre en compte une préoccupation relevant du mandat du BEDDP. Un suivi auprès d'autres personnes ou unités administratives ou d'enseignement pourrait s'imposer pour certains services de consultation.

*Il est important de souligner qu'une consultation pourrait comprendre la divulgation de violence sexuelle pour laquelle la personne touchée a choisi de ne pas déclencher le processus de plainte, mais demande plutôt un appui ou des adaptations en vertu de la Politique.

(3) Demande de renseignement : éclaircissement, référence ou remise de renseignements de base.

Au total, 29 personnes ont pris un contact avec le BEDDP en 2023-2024 pour des questions relatives à la Politique : 6 plaintes, 20 consultations, 2 demandes de renseignements et une collaboration interne.

FIGURE 1 - CASE CONTACT COMPOSITION

● Complaint ● Consult ● Enquiry ● Internal collaboration

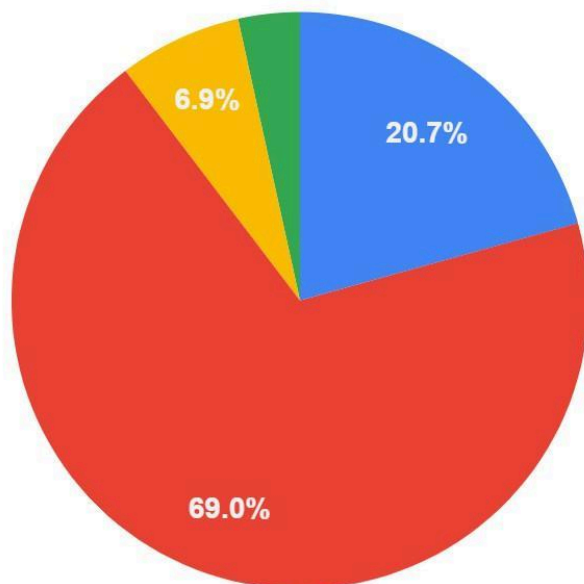


Figure 1 - Répartition des contacts relatifs aux cas

Plainte – Consultations – Demandes de renseignements – Collaboration interne

Figure 1 – Contacts relatifs aux cas traités en vertu de la Politique de réponse à la violence sexuelle et de prévention

FIGURE 1 (B) - COMPARATIVE STATISTICS FOR CASE CONTACTS 2019 - 2023

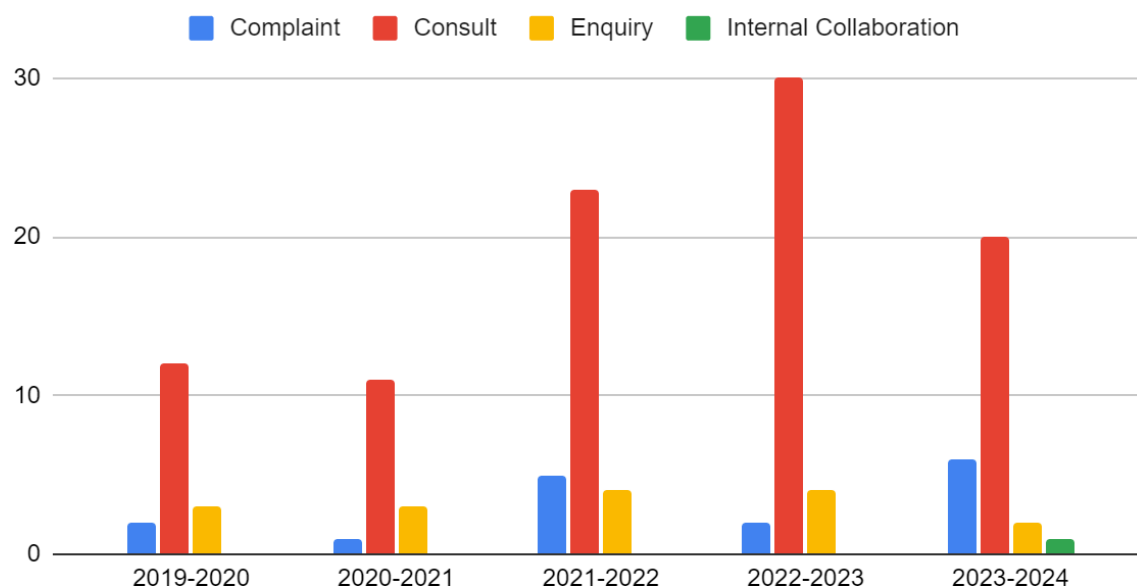


Figure 1(b) – Statistiques comparatives touchant les contacts relatifs aux cas : 2019-2024

Catégories de groupes

Pour chaque cas, les contacts relatifs aux cas et les intimés sont répartis en sept (7) catégories de groupe :

- (1) **Corps professoral** : Ce groupe comprend tous les membres de l'Association des professeurs de l'Université Laurentienne (APUL), ainsi que les directeurs de départements et d'écoles (qui sont membres de l'APUL).
- (2) **Unité de faculté ou département** : Sont classés dans ce groupe les cas présentés au nom d'une unité de faculté ou d'un département dans son ensemble et non pas par une personne en particulier.
- (3) **Employés** : Ce groupe comprend tous les employés autres que les membres du corps professoral; à savoir les membres du Syndicat des employés de l'Université Laurentienne (SEUL), les auxiliaires à l'enseignement des cycles supérieurs représentés par le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) et les membres de l'Association du personnel administratif et professionnel de l'Université Laurentienne (APAPUL) qui ne se classent pas dans la catégorie du personnel du groupe de direction, ainsi que tous les autres employés qui n'appartiennent pas à un syndicat ou à une association.
- (4) **Unité de personnel** : Sont classés dans ce groupe tous les cas présentés au nom d'une unité de personnel ou d'un département dans son ensemble et non pas par une personne en particulier.
- (5) **Population étudiante** : Ce groupe inclut tous les membres de la population étudiante de l'Université Laurentienne.

- (6) **Personnel du groupe de direction** : Ce groupe inclut tout le personnel de direction, y compris les membres de l'Équipe de gestion, les vice-recteurs associés, les doyens et les directeurs de services. Il n'inclut pas les directeurs de départements et d'écoles, car ils font partie du corps professoral, comme susmentionné.
- (7) **Autres** : Sont classés dans ce groupe les cas où l'intimé ou la personne contact n'est pas membre de la communauté de l'Université Laurentienne et les cas où la personne contact ne souhaite pas révéler le nom de l'intimé. Ce groupe comprend aussi l'Université Laurentienne si elle fait enquête ou répond à une plainte en qualité d'établissement.

Le tableau ci-dessous montre la répartition, selon la catégorie de groupe, des contacts relatifs aux cas qui ont demandé des services au BEDDP ou l'ont consulté aux termes de la Politique.

FIGURE 2 - CASE CONTACTS BY CONSTITUENCY GROUP WHO SOUGHT SERVICES OR CONSULTED WITH THE EDHRO

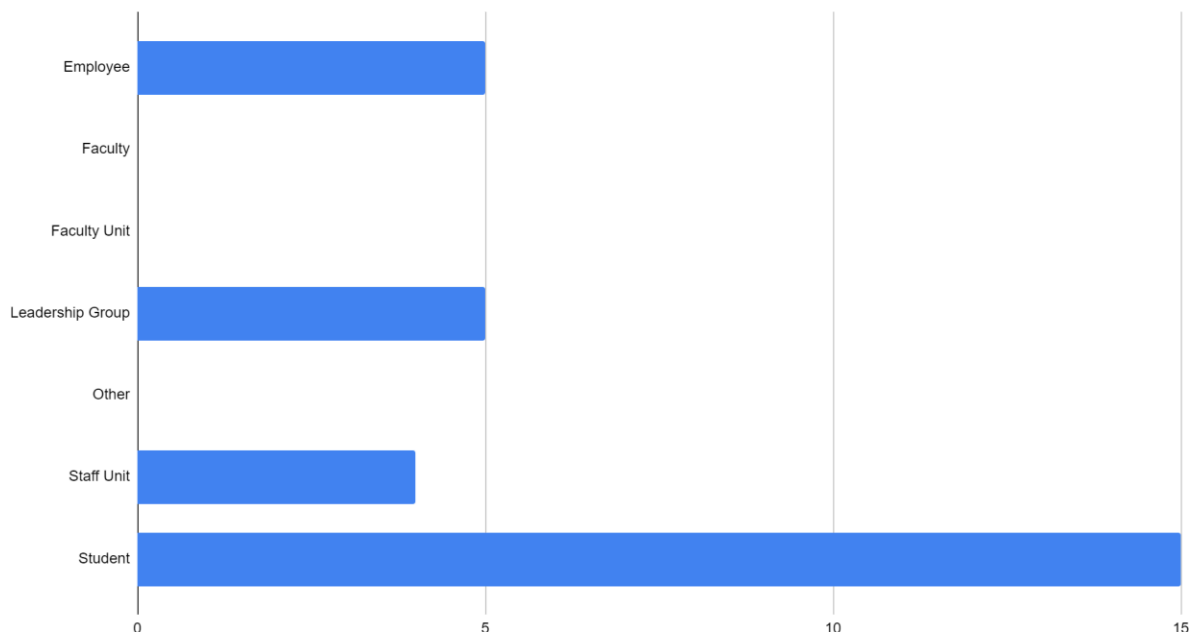


Figure 2 – Contacts relatifs aux cas, selon la catégorie de groupe, qui ont demandé des services au BEDDP ou l'ont consulté

Employés – Corps professoral – Unité du corps professoral – Équipe de direction – Autre – Unité du personnel – Étudiants

Figure 2 – Répartition selon la catégorie de groupe des contacts relatifs aux cas traités en vertu de la Politique

Résolution de plaintes

Des 6 plaintes déposées en 2023-2024 en vertu de la Politique, une a été résolue en 2023-2024 et 5 ont été reportées à 2024-2025. Le cas résolu a été abandonné ou retiré.

Initiatives

Éducation et formation

Tout au long de l'année, le BEDDP a fait des exposés sur son rôle et son mandat à divers membres (groupes) de la communauté Laurentienne (population étudiante, personnel, corps professoral), ce qui comprenait aussi des discussions en matière de réponse à la violence sexuelle et de prévention :

- Définition de la violence sexuelle
- Consentement
- Réponse aux divulgations
- Ressources sur/hors campus
- Politiques de la Laurentienne

Le BEDDP a donné une formation ciblée, y compris la formation de témoin-intervenant, à des groupes comme le personnel de la Vie en résidence, les étudiants-athlètes, les dirigeants étudiants, les mentors-étudiants du Programme de bien-être par les pairs, les étudiants en résidence et diverses unités administratives et d'enseignement.

Tous les mois, le BEDDP a participé à la formation de nouveaux membres du personnel et du corps professoral et leur a transmis les renseignements susmentionnés.

Le BEDDP a également fait la promotion systématique du module de formation en ligne touchant la réponse aux divulgations sur le campus tout en recommandant fortement aux membres de la communauté de le suivre.

Sensibilisation et mobilisation communautaire

Au cours de l'année, le BEDDP a continué à sensibiliser la communauté universitaire à la culture de consentement grâce à des messages et à la marque « Le consentement est simple #jedemande » qui figuraient sur des t-shirts, des tasses, des cordons, des aimants, des autocollants et d'autres articles publicitaires pour les étudiants.

Le BEDDP dissémine régulièrement des ressources (dépliants et en ligne) touchant le consentement, la réponse à la violence sexuelle et la prévention. Des dépliants sur le consentement et la réponse aux divulgations ont figuré dans les trousseaux remis à tous les étudiants de première année.

Pendant l'Orientation 2023, le BEDDP a présenté une Journée de conscientisation au consentement dans l'Atrium afin de partager des renseignements et animé des conversations avec la communauté en matière de consentement, de relations saines, de réponse à la violence sexuelle et de prévention.

On a remis au personnel des résidences des t-shirts « Le consentement est simple #jedemande » aux fins de conscientisation de la communauté à la culture de consentement.

Le BEDDP, avec des partenaires du campus et de la communauté, a tenu des activités annuelles de sensibilisation à une culture de consentement qui visent à faire participer la communauté Laurentienne au dialogue sur le consentement, les relations saines, la réponse à la violence sexuelle et la prévention. D'un même temps, le BEDDP a souligné la campagne des 16 Journées d'action contre la violence sexiste en organisant, du 25 novembre au 10 décembre 2023, diverses activités, notamment :

- Soirée de matchs de basket-ball interuniversitaire :
 - Les équipes masculine et féminine et l'équipe de claques ont porté des t-shirts violets « 16 Journées d'action » pour sensibiliser les gens à l'élimination de la violence sexiste.
- Lever du drapeau violet « *Wrapped in Courage* »
 - Pour souligner la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes organisée avec des partenaires communautaires dans l'Atrium, y compris des exposés sur l'importance de faire preuve de soutien et d'engagement pour mettre fin à la violence sexiste sur le campus de la Laurentienne et ailleurs;
- Atelier sur les relations saines animé par le Centre des femmes de Sudbury;
- Atelier « *Draw- the- Line* » animé par White Ribbon :
 - Pour explorer les diverses formes de violence sexuelle, renforcer un sentiment de préparation et de confiance pour intervenir en adoptant une approche axée sur la survivante ou le survivant et préciser des gestes que les membres communautaires s'identifiant comme homme peuvent faire pour promouvoir l'égalité des sexes et prévenir la violence sexuelle;
- Ateliers sur les espaces plus sécuritaires (l'un pour les étudiants et l'un pour le personnel et le corps professoral) animés par Réseau ACCESS Network :
 - Pour réfléchir aux expériences humaines communes du sexe, du genre, de l'expression et de l'orientation sexuelles, examiner les obstacles des communautés à l'accès aux services, apprendre de nouvelles perspectives et mieux comprendre grâce à un regard critique sur les libellés, les pratiques et l'histoire, formuler des stratégies favorisant une plus grande inclusivité à mettre en œuvre, réfléchir aux racines des préjugés et les remettre en question;
- Atelier de sensibilisation à la traite de personnes animé par les Services aux victimes du Grand Sudbury :
 - Pour sensibiliser les gens à la traite d'êtres humains, apprendre à reconnaître les situations et apporter un appui;
- Atelier « *Traçons les limites* » animé par le Centre Victoria pour femmes :
 - Pour diriger le dialogue sur la prévention et l'intervention en matière de violence sexiste et sexospécifique;

- Le Centre des femmes de l'UL a présenté :
 - Cours libres de yoga et d'autodéfense dans un espace sécuritaire pour les membres communautaires;
 - Activités sociales, dont une activité libre de peinture, et remise de trousse de bien-être;
- Campagne de médias sociaux pour la Journée internationale des droits de la personne :
 - On a invité les membres communautaires à participer dans les médias sociaux en partageant leurs expériences et perspectives en matière de droits de la personne;
- Le 6 décembre, on a tenu une veille pour souligner la Journée nationale de commémoration et d'action contre la violence faite aux femmes.

Des renseignements ont aussi été partagés dans les médias sociaux au long des 16 Journées d'action pour annoncer les activités et promouvoir une culture de consentement.

Le 11 janvier 2024, pendant la semaine d'orientation au trimestre d'hiver, le BEDDP a tenu une autre Journée de sensibilisation au consentement afin de faire participer la communauté aux conversations sur le consentement et les relations saines.

Centre étudiant d'équité

Par l'intermédiaire du Centre étudiant d'équité, le BEDDP a continué à soutenir l'Équipe d'action « Le consentement est simple » et à collaborer avec cette équipe dirigée par les étudiants pour échanger avec leurs pairs afin de créer une culture de consentement sur le campus.

Fierté/Pride Laurentienne a organisé et présenté bon nombre d'activités pour conscientiser la population étudiante, le personnel et le corps professoral et encourager les étudiants à se joindre au groupe pour favoriser un campus sécuritaire et inclusif. Entre autres, Fiérté/Pride Laurentienne a proposé l'activité de peinture du passage piétonnier ainsi qu'une discussion de groupe.

Le Centre des femmes a présenté de nombreuses activités pour appuyer les partenaires communautaires comme le Centre des femmes de Sudbury et le Centre Victoria pour femmes. Il a aussi organisé des activités de sensibilisation à l'intention de la population étudiante, du personnel et du corps professoral, dont la vente de fleurs pour mobiliser des fonds lors de la Journée internationale de la femme (10 \$ de chaque bouquet vendu ont été remis au Centre des femmes de Sudbury et au Centre Victoria pour femmes).

Examen de la politique

Pour protéger davantage les étudiants, le gouvernement de l'Ontario a adopté le 8 décembre 2022 la *Loi de 2022 sur le renforcement des établissements postsecondaires et les étudiants, L.O. 2022, chap. 22 - Projet de loi 26* qui prescrit les mesures que prendront les établissements postsecondaires pour régler les cas d'inconduite sexuelle du corps professoral et du personnel à l'endroit de la population étudiante sur le campus.

Les modifications visent tout particulièrement à :

- rehausser les outils à la disposition des établissements pour aborder les situations d'inconduite sexuelle du corps professoral ou du personnel contre la population étudiante (p. ex., juger que l'agression sexuelle d'un membre de la population étudiante est un motif valable pour le congédiement et interdire le réembauchage d'employés qui en sont trouvés coupables);
- interdire les ententes de non-divulgaration pour empêcher que les méfaits d'un membre du personnel soient gardés secrets lorsqu'il quitte un établissement pour travailler dans un autre;
- exiger que les établissements mettent en œuvre des politiques touchant l'inconduite sexuelle des employés et établissant les règles de conduite entre le corps professoral, le personnel et la population étudiante ainsi que les mesures disciplinaires à l'endroit des membres du corps professoral ou du personnel qui ne les respectent pas.

À la suite d'une consultation auprès des intervenants communautaires et de l'examen de la Politique de réponse à la violence sexuelle et de prévention afin d'y intégrer les dispositions législatives, la Politique révisée a été présentée le 16 juin 2023 au Conseil des gouverneurs, qui l'a approuvée pour la mise en vigueur au 1^{er} juillet 2023.

Conclusion

Veiller à ce que le campus de l'Université Laurentienne continue d'être une communauté sécuritaire, accueillante et inclusive, libre de violence sexuelle, demeure un élément essentiel du mandat du BEDDP et du nouveau Centre étudiant d'équité (CEE). Toutefois, le BEDDP ne pourrait pas remplir y parvenir sans l'engagement suivi des membres communautaires, en particulier de nos étudiants, ainsi que de nos partenaires sur le campus et dans la communauté du Grand Sudbury. Grâce au lancement du nouveau CEE cette année, le BEDDP souhaite poursuivre ses efforts en matière de prévention de violence sexuelle et sexiste et favoriser une culture fondée sur le consentement et les relations saines. Le leadership de nos étudiants à cet égard, y compris le travail de l'Équipe d'action « Le consentement est simple », est inestimable afin de parvenir à un campus sûr et sain pour les études, le travail et la vie en général des membres de la communauté Laurentienne.